

TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

SOCIALISTE

UNIFIÉ

PRIX : 60 centimes

N° 208. — 3 OCTOBRE 1964

QUEL EST L'OBJECTIF DU V^e PLAN GAULLISTE ?

Est-ce
le renforcement
du
néo-capitalisme
voulu
par
Pompidou ...



(Photo Keystone)

Pierre Massé ou la difficulté d'être un haut fonctionnaire.

... ou
la somme
des
contradictions
du régime
comme le pense
Serge Mallet ?

(pages 4 et 5)

● **La réforme Fouchet**

De bonnes occasions de contre-attaquer. Par Robert Verdier (page 7)

● **Après Saint-Nazaire : La Rochelle**

La crise dans les chantiers navals (page 2)

LAIT : épreuve de force avec le pouvoir



sible également par la sécheresse de cet été qui a fait tomber la production, ce qui ne facilite pas les importations auxquelles s'efforce de procéder le gouvernement.

Indépendamment des réticences de certains producteurs à entrer dans le mouvement, les organisations agricoles ont une difficulté à surmonter : elles doivent éviter que la grève ne dressent contre les paysans les travailleurs des villes, malgré les fournitures prioritaires aux hôpitaux, aux maternités et aux nourrissons qui ne supportent pas le lait industriel.

Un effort d'explication est donc nécessaire pour contrecarrer la propagande du gouvernement, lequel clame, comme à l'habitude, que la grève est le résultat d'un sombre complot de l'opposition et qu'il ne saurait discuter « sous la menace ».

Il est clair, d'autre part, que l'achat de lait concentré ou de lait en poudre — beaucoup plus onéreux que le lait frais — risque de peser sur les budgets ouvriers et d'alimenter des revendications de salaires que le pouvoir ne peut voir d'un bon œil. Par contre, la transformation en beurre du lait non livré contribuera peut-être à freiner la hausse de cette dernière jusqu'ici favorisée par la sécheresse. Quoi qu'il en soit, le pouvoir gaulliste aura du mal à s'opposer à la hausse du prix du lait qui paraît assez fondée.

Les organisations agricoles font re-

marquer que le prix du lait à la production fixé légalement à 37,20 centimes — et, en fait, très variable selon les régions — est en France nettement inférieur à ce qu'il est dans les autres pays du Marché commun (moyenne arithmétique pour les six pays : 43,40 centimes). L'objectif des producteurs français, qui font observer que le prix du lait ne dépasse guère celui de l'eau minérale, est de rattraper cette moyenne. A noter que le prix du lait aux Pays-Bas, pays exportateur, s'élève à 40,20 centimes. Il est vrai que Pisani prétend que l'aide gouvernementale pour les produits laitiers équivaut à trois centimes par litre de lait.

Les organisations paysannes assurent encore que les promesses qui leur ont été faites n'ont pas été tenues et qu'elles n'ont plus confiance dans un pouvoir qui eut longtemps de sérieux appuis dans les campagnes. Il est vrai que de Gaulle a abandonné le dialogue avec les agriculteurs — si jamais dialogue il y eut — pour aller parader en Amérique du Sud !...

Solidarité européenne

Tout en s'efforçant de décourager la fabrication de beurre et de lait en poudre (réduction des aides au stockage et à l'exportation), le gouvernement tente d'importer du lait étranger afin de briser la grève. Il a, pour ce faire, abaissé les droits de douane pour le lait en provenance des pays

« tiers » (extérieurs au Marché commun) et supprimé tout droit sur le lait importé de la Communauté économique européenne. En dépit de ces mesures, le pouvoir gaulliste apparaît assez désarmé.

Outre le fait que de telles importations risquent de coûter cher en devises, le gouvernement français se heurte à une solidarité des producteurs européens. En dehors de quelques envois par voie ferrée, il n'a pu obtenir notamment de la puissante Produktschap (groupement des producteurs et des distributeurs hollandais) qu'elle contribue à faire échec au mouvement des producteurs français. Il en a été de même en Belgique et en Allemagne fédérale. Les Danois, eux-mêmes, sont réticents.

Cette solidarité des agriculteurs européens contraste avec les difficultés d'une action syndicale ouvrière au plan du Marché commun — malgré la revendication du statut européen du mineur (à laquelle s'est ralliée la C.G.T.), malgré la crise de l'automobile. Il est vrai que cette solidarité des agriculteurs est fondée sur une solide communauté d'intérêts. Dans la perspective du Marché commun agricole, les producteurs des six pays ont intérêt à un relèvement du prix du lait en France, relèvement qui aurait pour effet de hausser la moyenne arithmétique qui servira de base au futur prix européen.

Maurice Combes.

On se demandait à la rentrée qui, des paysans ou des salariés du secteur public, passeraient les premiers à l'offensive sur le plan social. La réponse n'a pas tardé à être fournie. Alors que les syndicats ouvriers s'interrogent sur les méthodes et les possibilités d'action, les producteurs de lait ont déclenché une grève des approvisionnements qui frappe les grandes villes.

Contrairement à la grève de la viande qui a finalement été un échec, la grève du lait se présente comme une épreuve de force avec le pouvoir, épreuve de force qui peut être longue. Favorisée par la concentration dans la distribution (coopératives laitières de la région parisienne, notamment), la « guerre du lait » a été rendue pos-

O.R.T.F. : histoire d'O

L'HONORABLE et vénérable comte Wladimir d'Ormesson n'a pas produit — lors de la conférence de presse qui clôtura la première réunion du conseil d'administration qu'il préside — la meilleure des pages dans l'œuvre qui lui vaut — déjà — l'immortalité.

Assisté de M. Jacques-Bernard Dupont, flanqué des directeurs généraux adjoints, André Astoux (au visage pincé) et Contamine (aussi lourd que son véritable patron — Peyrefitte — est sec), le président du conseil d'administration, Wladimir d'O, a laissé l'assistance sur sa faim.

Les éloges des prédécesseurs à la direction de la R.T.F. sont des exercices de salon... et l'on se demande alors pourquoi avoir changé et ce qu'il faut penser des jugements sévères émis par le ministre de l'Information lui-même !

La salle était naturellement faite. Par des journalistes de la presse spécialisée, en petit nombre, et aussi, et surtout, par des journalistes et fonctionnaires appartenant à l'établissement. Ce ne sont pas ceux-ci qui allaient se faire remarquer en posant des questions embarrassantes à leurs nouveaux patrons.

Car il n'y a que peu de chose à retenir du discours du comte d'Ormesson et des précisions techniques du directeur général, M. Dupont portant uniquement sur la constitution des programmes.

Les vrais sujets n'ont été évoqués

qu'au travers des questions — bien timides — de quelques journalistes, questions auxquelles l'inénarrable Monsieur d'O répondit que... le conseil d'administration ne les avait point abordées. Une fois, ça peut encore aller, mais à la quatrième ayant provoqué la même réponse négative, les ricanements de la salle couvrirent la voix chevrotante du président.

Il est vrai que l'honorable académicien est assez dur de son immortelle oreille.

Qu'attendait-on de cette première réunion du conseil d'administration ? Pour la plupart des membres présents à la conférence de presse, un éclaircissement sur les réformes — déjà en application dans l'établissement — qui ont provoqué licenciements, embauchages et mises en place.

Car enfin, si l'on convient de la nécessité d'appliquer de nouvelles méthodes de travail plus efficaces — ah ! ces éloges des prédécesseurs... — et qu'il faut, pour cela, des hommes plus dynamiques, n'est-ce point au conseil d'administration lui-même de décider de certains grandes options quant à cette politique humaine. Or, il semble que la direction générale n'a pas attendu le quitus de son conseil d'administration pour commencer à placer, déplacer et remplacer les responsables importants de l'appareil O.R.T.F.

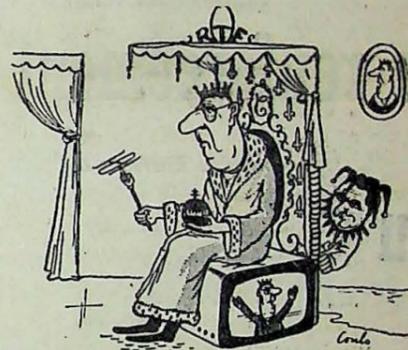
On attendait aussi quelques précisions concernant la politique finan-

cière de l'Office, ses ressources, et particulièrement comment pourrait être traité le problème de la publicité — déjà introduite par les émissions compensées — et de la publicité commerciale classique. De cela, le conseil d'administration n'a point parlé (dixit Monsieur d'O); et cependant un très important service commercial vient d'être confié à un nouveau personnel venant de l'industrie privée.

Autre sujet voisin de la commercialisation des productions de l'O.R.T.F., celui qui est né de la suppression du monopole de production jusqu'ici imposé à la R.T.F. et qui va permettre, à l'Office, de s'approvisionner en programmes, comme bon lui semblera, dans l'industrie privée. Les affaires des publicitaires vont certainement prospérer sous la houlette de M. Stanislas de Gozawa, nouveau chef des services des Relations publiques et des Affaires commerciales. La presse de bonne composition en tirera aussi quelques bénéfices substantiels. Quant au personnel contractuel de l'O.R.T.F., mis en concurrence avec le privé commercial, il devra s'attendre à une mise en demeure sans aucun pouvoir de contestation.

Et ce ne seront point les malheureux pseudo-représentants du personnel au conseil d'administration qui seront tentés de défendre ceux que, d'ailleurs, ils ne représentent pas valablement.

Bien d'autres questions eussent pu être posées. Bien sûr, une seule séance



du conseil ne pouvait résoudre tous les problèmes. Reste à savoir si M. d'Ormesson aura la volonté de réunir rapidement — et autant de fois qu'il le faudra — un conseil d'administration dont la raison première est bien d'administrer.

L'absence de M. Peyrefitte ne prouve aucunement que M. Contamine ne soit plus l'oreille du ministre de l'Information, ni que MM. Dupont et Astoux soient vraiment libres d'attirer toutes les grandes familles spirituelles françaises et les grands courants d'opinion devant micros et caméras afin de rendre inopérante la charge donnée au conseil d'administration de veiller scrupuleusement à l'objectivité sur les ondes de l'O.R.T.F.

Bertrand Renaudot.

CHANTIERS NAVALS : licenciements

Depuis de longues années régnait un climat d'incertitude sur l'emploi aux Ateliers et Chantiers de La Rochelle-Pallice (A.C.R.P.), mais notre région n'est pas plus privilégiée que le reste de l'ouest de la France, l'em-

bauche y est difficile, les implantations d'usines rares, les Américains licenciaient peu à peu des centaines et des centaines d'employés, des petits ateliers de mécanique fermaient. Après un premier licenciement de près de 200 ouvriers en 1959 qui avait frappé en particulier la plupart des militants et délégués syndicaux, l'effectif, qui était descendu au-dessous de 1.000, avait sensiblement remonté à environ 1.200, puis, à la suite d'une absorption d'un atelier de mécanique navale et d'une reconversion partielle, l'effectif avait atteint 1.360 employés plus environ 300 contractants ; enfin, les heures supplémentaires étaient nombreuses.

Mais pour diverses raisons déjà analysées dans Tribune Socialiste au sujet de Saint-Nazaire et notamment l'imprévoyance de la direction des A.C.R.P. (comme celle de Penhoët),

la volonté du gouvernement d'obliger les chantiers navals français à devenir plus compétitifs et en même temps la complicité du gouvernement (dans l'esprit de son plan dit de « stabilisation ») et du patronat, tant national que local, pour étouffer des revendications de hausses de salaires, 294 ouvriers, mensuels et ingénieurs, ont été licenciés au 30 septembre.

Un comité de défense de l'emploi vient de se former avec le concours de la presque totalité des organisations démocratiques, à l'exception de F.O. sous l'étrange prétexte que cette organisation n'était pas implantée aux A.C.R.P. Les jeunes agriculteurs, pour la première fois dans notre département, participent avec ardeur et conviction à l'activité du comité ; d'autres groupements ont également, pour la première fois, apporté leur soutien : commerçants, mouvements

familiaux, M.R.P., ou leur accord moral : Eglise réformée, évêché, etc.

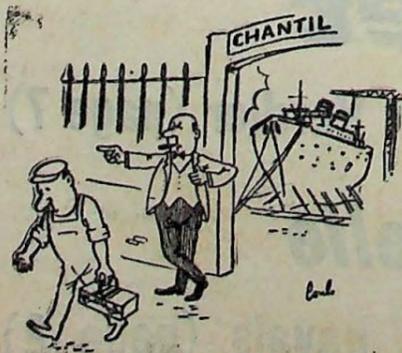
Déjà, surtout grâce à l'action unie des syndicats C.G.T. et C.F.T.C., des premiers résultats ont été obtenus :

— 24 ouvriers sont maintenus dans les effectifs des A.C.R.P. ;

— 40 ouvriers des ateliers de fonderie et plastique ont leur licenciement suspendu.

C'est un résultat, mais il est insuffisant car nous devons exiger la réintégration de tous les travailleurs licenciés ou leur reclassement à parité de salaires dans d'autres activités locales car il est inadmissible que l'on abandonne au chômage des travailleurs comme des « citrons pressés », qu'on les déplace comme des pions et qu'on laisse se dévitaliser des régions entières pour l'enrichissement d'une minorité de privilégiés.

M. Bouscasse.



Opposition et regroupement

AUX termes de ses doubles débats d'Arcachon, le parti radical n'a point manqué à sa tradition. Il a tout à la fois félicité son président, Maurice Faure, de son action pour regrouper les « démocrates » jusqu'aux M.R.P. et indépendants inclus, et approuvé la thèse de ceux de ses membres qui donnent la priorité à l'alliance avec la S.F.I.O.

Ayant ainsi élargi son éventail de « portes ouvertes », le parti radical n'a lancé aucune exclusive, ni à gauche, ni à droite. Il a, pour ce faire, inventé une nouvelle formule : « la vocation majoritaire » qui offre le regroupement à « tous les opposants au pouvoir personnel ».

Ce regroupement, c'est tout d'abord au sein de cet appendice radical nommé « Rassemblement Démocratique », qu'il entend le commencer. C'est pourquoi on a pu avec étonnement entendre courtoisement dialoguer des hommes aussi sincèrement amis que peuvent l'être François Mitterand et André Morice, Bernard Lafaye et René Billière... Des hommes que l'essentiel a séparés hier et qui ne peuvent s'associer que dans la mesure où ils font le silence sur leurs désaccords, renvoyant à demain le moment où ceux-ci ne manqueront pas d'éclater avec violence.

Leur étonnante association se résumant en une formule : unis pour détruire, désunis pour construire.

Et pourtant, peu sensibles à cette réalité, certains observateurs politiques affirment que ces congrès d'Arcachon ont « donné du poids à la candidature Defferre ». Constatation saisie au bond par le maire de Marseille qui annonce qu'il répondra le 11 octobre, à Clermont-Ferrand, à ce « double appel ».

Notons qu'une fois de plus le programme à opposer au gaullisme n'a pas été discuté à Arcachon.

On a beaucoup parlé en fonction des élections municipales, et préparé des « listes communes » aux coalitions largement ouvertes vers le centre droit. Là encore, il s'agit de rassembler des hommes non pas sur un programme précis, mais sur le seul antigauillisme, même s'ils ne le sont devenus que de fraîche date.

Aucun texte sérieux n'a été discuté.

Aucune étude approfondie n'a été présentée, aussi bien sur les problèmes institutionnels que sur la politique économique et sociale. A peine si on a esquissé quelques têtes de chapitres auxquels n'importe quel

candidat pourrait se référer dès lors qu'on ne précise pas par quels voies et moyens, et dans quel cadre politique, on entend les réaliser.

Il est apparu à Gaston Defferre que les hommes et partis politiques du centre gauche et du centre droit semblaient considérer sa candidature avec bienveillance. Il va donc « leur répondre » !

Mais qu'a-t-il fait à ce jour pour obtenir des alliés à gauche ?

Pense-t-il pouvoir, de la même manière et du haut de sa tour d'ivoire, dispenser ses avis et ses sentences, et ouvrir ainsi le dialogue avec la gauche dont il s'est dit jusqu'à ce jour le représentant ?

Qu'il prenne conscience que, pour nous, et, nous l'affirmons, aussi pour les syndicats et pour la grande majorité des travailleurs socialistes et communistes, le programme est le plus important.

Nous n'avons pas, pour ce programme, la même souplesse ou le même dédain dont font montre ces hommes politiques qui furent la cause du déclin de la IV^e République, et que, avec l'aide éloquent de François Mitterand, Defferre remet en selle.

Nous disons et répétons que pour nous le seul fait de battre l'U.N.R. à tout prix ne suffit pas.

Sous le vocable « démocrates », nous voyons se créer peu à peu la Sainte Alliance des opposés et non pas le bloc solide d'une opposition.

Pour un peu, on nous proposerait l'éventail de Waldeck Rochet à Georges Bidault, s'il était là.

Nous répétons que ce n'est pas l'essentiel. Le seul fait d'être antigauilliste ne suffit pas : pour être reconnu « Républicain » et « homme de progrès » ; pour être « libéré » des forces de pression et pour être partisan des réformes de structure de la société capitaliste.

Créer une majorité artificielle pour la seule loi du nombre, c'est prendre le risque, s'il y a succès électoral, d'être demain les dupes de cette fausse alliance. On verrait alors se décanter ce mélange occasionnel de l'opposition. A la minute de vérité, ces hommes et partis que rien ne lieraient retourneraient à leurs sources et nous n'aurions plus alors qu'à essayer une nouvelle fois de regrouper les forces socialistes, victimes une fois de plus de leurs illusions.

Tout cela, nous l'avons déjà dit. Nous savons que c'est là l'inquiétude des hommes de la gauche française.

Nous ne cesserons de le répéter. Ne faisons pas le jeu de l'U.N.R. Casés dans leur pouvoir, face à ce qui deviendrait vite une cible facile, les « gaullistes » auraient la partie belle pour dénoncer cet arc-en-ciel politique qui se fondrait à l'horizon en se moquant bien d'être millésimé.

Qu'on nous comprenne bien.

Si nous récusons cette alliance de démocrates, sans principes, c'est parce que nous estimons qu'on ne peut abattre le gaullisme par cette méthode. Nous pensons très sincèrement que la seule formule du Cartel des Non, avec ou sans le parti communiste, n'est pas la meilleure manière pour vaincre l'U.N.R. On pourra avec elle obtenir des succès électoraux passagers, mais on n'aura pas de victoires décisives contre le gaullisme.

Parce qu'ils sont plus sérieux et moins avides que les hommes du centre, parce qu'ils sont plus près du peuple et agissent comme ses représentants plus que comme ses mandants, les partis de la gauche française ne pourront s'engager dans le combat présidentiel que s'ils se sentent liés à un programme qu'ils auront tous ensemble, sans exclusive, discuté et accepté.

Tout dépend de ce programme. Et plus nous voyons les réticences de certains à accepter la priorité, plus nous affirmons notre exigence.

D'autant plus que, peu à peu, la logique de notre position est reconnue et que Gaston Defferre lui-même déclare accepter maintenant la « méthode du dialogue ».

Pour notre part, fidèles à cette conception, nous réunirons le Conseil national du P.S.U. les 7 et 8 novembre, à Lyon.

Déjà, dans les sections et fédérations de notre parti, se discute et s'élabore un programme précis. Nous le soumettrons à toutes les organisations politiques et syndicales de la gauche. Nous examinerons avec celles-ci comment, sur cette base d'accord, peut se rassembler l'opposition socialiste et comment elle peut ainsi offrir une véritable alternative au gaullisme qui ne soit pas inévitablement un retour au passé.

La position de notre parti, à la charnière de tout accord politique sérieux, lui donne la responsabilité de demeurer comme la conscience politique de la gauche française.

Nous entendons assumer cette responsabilité.

Harris PUISAIS

Membre du Bureau national du P.S.U.

LE V^e PLAN OU LE

RÉFLEXIONS SUR L'ORIENTATION GÉNÉRALE DU PLAN

THEORIQUEMENT, le V^e Plan — dont le projet de rapport gouvernemental vient d'être officiellement présenté à la presse — doit entrer en vigueur à partir de 1965. Il reste donc environ deux mois pour que le Conseil économique et social d'abord, le Parlement ensuite s'en saisissent et se prononcent sur ses orientations fondamentales. C'est peu, si l'on considère la masse des « inconnues » qui subsistent dans les données fournies.

C'est toutefois beaucoup si l'on considère que le V^e Plan, plus encore que les précédents, est si « souple » que beaucoup de ses objectifs et de ses options peuvent être modifiés en cours de route. On sait qu'aucun des plans précédents n'a été respecté. Tensions internes (monétaires, sociales) ou externes ont constamment amené les gouvernements à modifier, parfois de façon assez brutale, les prévisions — la récente mise en œuvre du plan de stabilisation en est le dernier exemple. La théorisation du principe des « clignotants » — c'est-à-dire la mise en place de dispositifs de détection économique qui permettront au gouvernement de décider d'une accélération ou d'une réduction des objectifs — en cas de menace de récession ou de tensions inflationnistes — indique nettement que personne ne considère comme immuables les

principes et les options d'un Plan quinquennal qui — quels que fussent les efforts de « prospectives » réalisés par les planificateurs de la rue de Martignac — reste profondément marqué par le contexte économique et politique de l'année au cours de laquelle il aura été conçu.

C'est dire qu'il est inutile de se décourager d'avance : pendant une bonne partie de l'année 1965, les discussions autour de l'élaboration du V^e Plan occuperont une large place dans les débats politiques et syndicaux et les colonnes de la presse. Paradoxalement, le sceau « libéral » dont l'équipe Pompidou-Giscard a marqué le V^e Plan l'amènera à braquer sur lui les projecteurs de l'actualité. Dans la mesure où le Plan ressemble beaucoup moins à « l'ardente obligation » dont parlait le général de Gaulle en janvier 1964, qu'à une studieuse et très prudente « étude de marchés », on en parlera beaucoup plus. Le moment n'est donc pas mal venu pour aborder, à tous les niveaux possibles de confrontation, l'examen critique de ses grandes options et de ses méthodes, de ses objectifs et des moyens qu'il se donne — ou ne se donne pas — en un mot, d'entamer, avec la certitude d'être entendu, ou du moins écouté d'une large part de l'opinion, l'élaboration du contre-plan concret que la gauche peut opposer à celui du régime.

PLAN POMPIDOU-GISCARD OU PLAN MASSE ?

On s'est posé la question et elle n'est pas d'un intérêt simplement anecdotique : l'existence d'un Plan, celle d'une couche de fonctionnaires ayant pour mission d'orienter toute l'économie nationale est en soi en contradiction avec les bases fondamentales du système capitaliste libéral. En même temps, nul ne met plus en question, y compris dans les milieux capitalistes, la nécessité de l'intervention permanente de l'Etat dans le domaine économique. Le néo-capitalisme, qui, sous des formes diverses, tend à se substituer partout au capitalisme libéral, est en fait un système de compromis permanent entre les exigences du développement économique — qui ne peut plus être poursuivi dans les seuls cadres de la libre initiative des capitalistes — et celles du maintien des privilèges de la classe dirigeante.

Autrefois, la différence entre une économie capitaliste et une économie socialiste apparaissait claire : l'économie de marché était la loi de la première, la planification sociale celle de la seconde. En fait, l'évolution concrète des divers modèles économiques exige le recours à des analyses plus « fines ». La socialisation de fait des moyens de production, prévue par Marx, a imposé au système capitaliste des « aménagements ». A l'inverse, les cadres trop rigoureux d'une planification centralisée, telle que l'ont pratiquée les pays de l'Est, ont craqué sous les exigences sociologiques de diversification des besoins engendrés par le progrès économique et social.

Comparant la planification française à la leur, les communistes yougoslaves — qui se sont les premiers débarrassés des formalismes économiques de l'ère stalinienne — considèrent que l'économie française est une économie de marché où le Plan sert de régulateur, alors que l'économie yougoslave — et dans leur idée — toute économie socialiste développée est une économie planifiée où les lois du marché subsistent comme soupapes de sûreté. En fait, l'économie de marché et « la vérité des prix » jouent dans l'économie yougoslave le rôle de ces fameux « clignotants » du plan Pompidou-Massé.

Il serait absurde, comme le font avec dextérité certains commentateurs, d'en déduire je ne sais quelle « osmose » entre capitalisme et socialisme. Mais il serait aussi étroit de ne pas prendre conscience de ce que ces situations recèlent de nouveautés... et de contradictions. C'est une contradiction que l'existence de mécanismes de marché, de situations concurrentielles dans une économie socialiste, et l'existence de tendances au « capitalisme de groupe » dans les entreprises yougoslaves n'est pas niable. C'en est une autre que celle de mécanismes planificateurs, de l'existence d'un secteur économique d'Etat, y compris sur le plan financier, dans un système capitaliste. La critique socialiste du V^e Plan, comme de n'importe quel autre « Plan capitaliste », doit mettre en évidence l'existence de ces contradictions, dont le résultat le plus immédiat est de rendre précisément difficile l'exécution du plan,



la réalisation des objectifs considérés comme souhaitables.

Se sentant investis de la charge des intérêts généraux, les planificateurs auront tendance à accentuer les caractères « volontaristes » du Plan, ses aspects contraignants. A l'inverse, les représentants des intérêts privés, tant dans les Commissions du Plan qu'au gouvernement lui-même, s'évertueront à faire de celui-ci un simple « plan indicatif », surtout destiné à fournir aux grands trusts privés les éléments analytiques nécessaires à l'élaboration de leur politique commerciale ou industrielle. D'où lut-

te d'influence technocratie établis tant des intérêts conflit que le Pré-té de théoriser dans view d'« Entrepre-à ses interlocuteurs de vedettes du ce qu'il fallait savoir droits des capita- lorsque les intérêts liste étaient eux-

Plan Pompidou Massé? En réalité taillé dont la ce laisse apparaître

L'OPTION DU TAUX DE CROISSANCE

Le choix du taux de croissance est évidemment l'élément premier de toute planification. Pour la première fois, le choix retenu à la fois par le Commissaire au Plan et par le gouvernement est accompagné de la présentation de deux autres « variables ».

Le taux de croissance retenu par le rapport gouvernemental pour les années 1965-1970 est de 5 p. 100 par an. On a pu écrire que cet objectif était « minimaliste » — et de fait, il situe le taux d'expansion de la production française à un niveau inférieur à celui des années précédentes (5,5 p. 100 de 1959 à 1964). Certes, la réduction du taux d'expansion dans une économie fortement développée est, en soi, un phénomène naturel. On peut difficilement justifier ici cette réduction par la nécessité d'adopter « un rythme de croisière ».

C'est en effet au années que se situ l'économie française de bonnes conditions nitive des frontiers sein de la C.E.E. et avec l'aboutissement sur le Kennedy ce qu'il est convenu munauté atlantique gouvernemental que, dans leur e prises françaises au « niveau euro comme nécessaire de regroupement et de spécialisation port constate les tes existant du qualification professionnelle, de l'infrastructure la productivité ag

LES DEUX « FORCES DE FAI GAULLISTES

Logiquement, l'optique « d'indépendance nationale », voire de « grandeur nationale », manifestée par le régime devait tendre à une accélération du taux de croissance, quels que soient les risques encourus. Il n'est

après tout d'ind réelle que celle réelle indépendance celle-ci est, en conditionnée par des moyens de p

REFUS DES CHOIX



Or c'est pourtant au nom même de ce souci d'indépendance qu'a été volontairement abandonnée l'option 6 % — dont la variante non chiffrée a été communiquée en même temps que l'option choisie.

C'est en effet au souci de conserver la libre disposition des « deux forces de frappe » de la diplomatie gaulliste : la « force de frappe militaire » et la « force de frappe monétaire » que l'on doit la réduction du taux d'expansion possible.

a) La « consommation militaire », après avoir progressé de 63 % en cinq

ans, augmentera encore de 35 % entre 1965 et 1970. Ces quelque 600 milliards d'anciens francs supplémentaires par an dépensés en plus qu'à l'époque de la guerre d'Algérie le sont évidemment au détriment, non seulement du niveau de vie actuel, mais de la capacité d'investissements de l'industrie française, de ses besoins d'équipement.

b) La réserve de dollars, déjà considérable — 5 milliards de F — qui doit encore être augmentée, la règle étant d'assurer l'équilibre strict du commerce extérieur.

la contradiction principale de la politique gaulliste : une politique extérieure ambitieuse, qui n'a pas les moyens de sa politique sur le plan économique.

Il fut une époque où le régime, avec Debré au gouvernement et l'équipe technocratique de Guillaumat aux postes de commande de l'économie, marquait un très net fléchissement vers un national-technocratisme autoritaire qui incluait la prise en charge par l'Etat de l'essentiel des moyens de production et de financement. L'arrivée au pouvoir de l'équipe Pompidou-Giscard, beaucoup plus « sensible » aux craintes du grand capital industriel et financier, a annoncé au contraire l'abandon de cette politique « étatisatrice ». En n'envisageant comme moyens de financement que l'autofinancement des entreprises — c'est-à-dire l'enrichissement du patrimoine des actionnaires et la revalorisation du rôle de la Bourse, le recours généralisé à l'épargne privée — l'interview de Pompidou à *Entreprise* a, on le sait, annoncé en ce « capitalisme populaire » la grande idée sociale du régime, en refusant le contrôle étatique du crédit, du resserrement de la fiscalité, l'extension du secteur d'Etat, le gouvernement se condamnait ou à jeter bas la politique extérieure gaulliste ou à adopter un rythme de croissance encore plus faible (celui de 3,7 % qui avait les préférences du ministre des Finances). La nécessité d'éviter, surtout en période pré-électorale, des troubles sociaux graves que n'aurait pas manqué de provoquer un début de récession, a conduit le gouvernement à céder aux exigences des planistes de la rue de Martignac et à adopter un « rythme moyen d'expansion ». Mais ce n'est sans doute là que reculer pour mieux sauter, car ce rythme n'est pas suffisant pour adapter la production et les services aux besoins de la compétition internationale.

LES CHOIX D'UN CONTRE-PLAN SONT POLITIQUES

Le problème posé par ces options n'est pas, assurément, simple. Il est facile — lorsqu'on est dans l'opposition — de « croquer » hardiment le magot de dollars et de décider — unilatéralement — de liquider les dépenses militaires. C'est même, avouons-le, un thème électoral facile à exploiter : dans la mesure où, dans l'immédiat, l'argent ainsi récupéré ne semble pris sur personne.

Il me semble, toutefois, que l'élaboration d'un contre-plan socialiste ne peut se contenter de ces facilités. Les choix politiques que serait amené à faire un pouvoir socialiste impliqueraient à coup sûr le maintien, voire l'aggravation des tensions internationales, notamment avec les U.S.A. Les dépenses militaires subiraient sans doute de nécessaires reconversions — par exemple une aide effective et planifiée aux pays latino-américains et africains que de Gaulle promet sans pouvoir tenir serait sans doute une arme de dissuasion plus efficace que la « bombette » gaulliste, mais le volume de crédits affectés à ces dépenses de « défense nationale » n'en serait sûrement guère modifié.

De même, sans aller jusqu'à l'équilibre strict des finances, il semble difficile d'assurer l'indépendance et la survie d'une expérience socialiste française ou européenne dans le cadre d'une dépendance monétaire trop grande par rapport aux U.S.A. Je

pense que l'expérience de la Libération est de ce point de vue encore présente à la mémoire.

L'établissement d'un contre-plan socialiste, s'il veut être sérieux — c'est-à-dire se présenter dans les conditions concrètes de l'exercice du pouvoir — se heurterait donc ici aux mêmes contradictions que celles sur lesquelles achoppe le V^e plan gaulliste, du moins au niveau des choix :

— d'une part, il est impossible d'assurer le développement des forces productives nécessaires à la garantie de l'indépendance économique et du progrès social sans fixer un taux d'expansion plus élevé ;

— d'autre part, il n'apparaît pas non plus possible de dégager les crédits nécessaires à un tel effort de croissance par une réduction massive des dépenses de « prestige international » ou par une dégradation sérieuse de la balance des paiements.

Or, notons-le bien, un accroissement plus rapide du volume de la consommation intérieure est relativement possible sans toucher sérieusement à la balance internationale. Mais ce qui est en question, l'accroissement du potentiel de production de l'économie française, portée au niveau international, ne l'est pas : elle exige en effet une augmentation considérable de dépenses en biens d'équipement nouveaux, et celles-ci impliquent automatiquement d'importantes sorties en devises.

LES MOYENS DE LA GRANDEUR

Le rapport sur le V^e plan est de ce point de vue assez formel dans ses appréciations : « croissance à plus de 5 % par an ».

« Des actions pourraient en effet être entreprises pour développer davantage, quantitativement ou qualitativement, les facteurs de la production ou donner plus d'efficacité à leur mise en œuvre : dans l'ordre du progrès technique, application accélérée de la recherche-développement ; dans l'ordre du capital matériel, intensification de l'effort d'investissement en vue de hâter la modernisation d'installations anciennes ou de mettre en place des capacités de production anticipant l'évolution de la demande ; dans l'ordre humain, accroissement de l'immigration, augmentation des taux d'activité féminine, intensification de la formation professionnelle en vue d'améliorer la qualification des travailleurs. Parallèlement pourrait être recherché sur une plus large échelle le transfert de travailleurs de secteurs à productivité moins élevée vers des secteurs à productivité plus élevée. »

« Mais, ajoute-t-il, il est apparu

qu'une croissance plus rapide que celle proposée provoquerait des tensions et des menaces de déséquilibre présentant des risques excessifs pour l'équilibre des échanges extérieurs, les prix et le financement, ou obligeant alternativement pour combattre le phénomène des coûts croissants à adopter des mesures nettement plus contraignantes en matière de politique des revenus et de politique d'adaptation des structures.

« En résumé, conclut le rapport, dans une telle hypothèse le maintien des équilibres impliquerait un accroissement sensible des interventions de l'Etat pour écarter la réduction de la durée du travail et pour imposer l'accroissement de mobilité des travailleurs, la réforme des structures de production et le respect de la discipline des revenus. Tout porte à croire que les groupes sociaux, dans leur ensemble, rejetteraient les contraintes d'une politique aussi intense. Le gouvernement, pour sa part, n'a pas cru devoir s'engager dans cette voie. »

C'est sans doute de ce point de vue qu'apparaît le plus nettement

MULTIPLES ADAPTATIONS

Et, du même coup, il ne fait que reculer mais n'évite pas les risques de vassalisation économique.

Pour n'avoir pas voulu choisir entre le financement par l'inflation, choisi par la IV^e République, avec ses conséquences internationales, la stagnation dans l'orthodoxie monétaire qui avait les préférences de Giscard et le national-étatisme qui apparaît comme le complément logique de la politique extérieure gaulliste, le V^e plan se condamne sans doute à de multiples « adaptations ».

Je n'ai voulu, dans cette première approche du problème, que soulever une des contradictions fondamentales du plan gaulliste. Elle est, je crois, de nature à prouver ce qu'inclut l'élaboration d'un contre-plan. Celui-ci ne peut pas être un catalogue de « variantes sociales » plus ou moins mineures, mais mettre en évidence les insupportables contradictions internes du régime gaulliste.

L'heure est venue d'aborder, à partir du contre-plan, la critique fondamentale, non seulement du régime gaulliste, mais de cet hybride système néo-capitaliste, dont le V^e Plan fait précisément apparaître la fragilité interne.

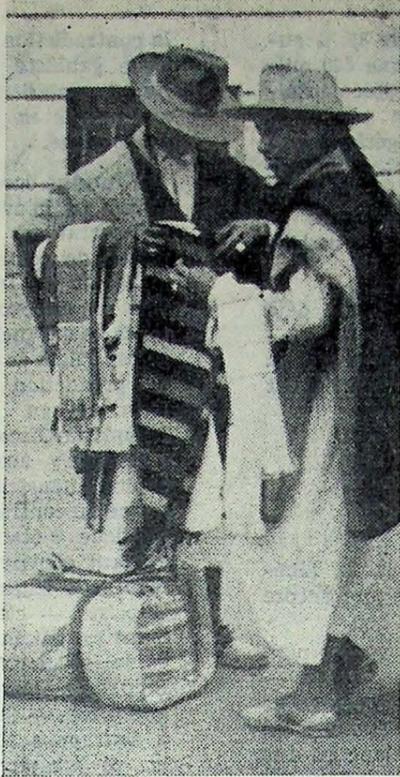
Serge Mallet.

Amérique latine : tristes réalités

« Le jour de gloire est arrivé ! »
« Bienvenue, Charles, leader de l'axe latin ! » Les drapeaux claquent au vent, la foule est là, joyeuse, ayant pour une fois la rue à elle ; on applaudit le général, si grand, « Tan viejo pero tan fuerte. » Ballet pour nous habituel. Il serre des mains anonymes, il parle en espagnol, il déchaîne l'enthousiasme, la fête est, encore ici, comme promise.

En France, la grande informatrice, la télévision nous transmet chaque jour des images rassurantes. Le général va bien ; il supporte la fatigue, il est invincible. Des pays qu'il traverse, on nous montre des petits films charmants, que des gentils reporters sont allés tourner là-bas à grands frais. On y voit des jets d'eau, des palais bien propres, des marchés prospères, des Indiens pittoresques qui nous regardent en clignant de l'œil. Ah ! le folklore s'en donne à cœur joie : on visite les musées, pensez donc, toutes ces civilisations millénaires ; on évoque le passé. Pas de problème, tout est beau, propre. Les soldats défilent comme à Monaco. De temps en temps, un monsieur que l'on nous présente comme un grand écrivain, bien habillé, nous parle du problème de la violence en Colombie, problème qui a l'air abstrait, mais guerre civile qui fit des milliers de morts. On se bat encore en Colombie ; lutte de paysans désespérés, jacquerie permanente.

De ces images télévisées, polies et réservées comme il convient, puisque nous sommes invités, on tire des conclusions rapides et rassurantes. Hélas ! la triste réalité est moins belle. Savez-vous qu'en Amérique latine il y a 106 millions d'analphabètes sur 151 millions d'habitants. Ces images sont atroces mais, hélas ! vraies.



(Photo A.D.P.)

Le folklore ne cachera pas la réalité...

A Rio, cinquante pour cent des habitants meurent avant d'avoir atteint dix-neuf ans. A Rio, encore, sur 3 millions d'habitants, 1 million vit dans des bidonvilles en bois suspendus aux collines et que l'on appelle *favellas*.

Des bidonvilles, on en trouve dans toutes les grandes villes : Lima, Santiago, Brasilia. Dans ces *favellas*, les gens ne mangent que du riz, du manioc, des haricots. A Bahia, quarante pour cent des gosses sont frappés d'anémie déclarée.

L'Amérique latine est riche, très riche. Elle pourrait nourrir 700 millions d'hommes en exploitant rationnellement les seules terres arables déjà disponibles. Mais la richesse est l'apanage de quelques familles seulement, des riches du pays ou des étrangers. La mauvaise répartition du sol est l'une des causes principales de la misère. Dans certains pays où règne la faim, il n'y a pas d'impôt foncier et d'immenses étendues sont laissées incultes par leurs propriétaires, les *latifundaires*. Ceux-ci ne se préoccupent que de l'élevage et, dans le *Minas Geraes*, au Brésil, on élève en moyenne 300 bovins sur 5.000 hectares. Cinquante millions de Brésiliens vivent à la campagne, mais, parmi ceux-ci, quatre-vingt-deux pour cent ne possèdent pas un mètre carré de terrain, alors que 30.000 grands propriétaires totalisent ensemble 100 millions d'hectares.

Josué de Castro, dans son livre, *Géopolitique de la faim*, raconte que, dans un village de bord de mer brésilien, la seule nourriture est constituée par les crabes que l'on pêche. Alors, pour ne pas tarir la source de vie, les gens qui meurent sont jetés dans les flots.

Oui, c'est effroyable ! La faim est, dans cette partie du monde, comme en Asie, la compagne familière de chaque jour qui se lève.

Analphabétisme, scandaleuse distribution des terres sont les deux causes principales de la misère sud-américaine, mais il y en a une autre tout aussi grave. Les Etats-Unis, qui se

targuent d'être les grands frères de ces républiques qui sont entre leurs mains, tiennent là un réservoir de richesses naturelles inépuisables. Le colonialisme nord-américain s'étale sans aucune pudeur. Les Yankees contrôlent soixante-dix pour cent de la production d'électricité, trente pour cent de la production d'acier. La misère est aussi la rançon de leur présence.

Le président Kennedy s'en étalt rendu compte. Hélas ! son Alliance pour le progrès a fait long feu.

Au cours de son voyage, le général de Gaulle s'est adroitement situé comme le représentant d'un pays et d'une civilisation à qui un long passé avait donné sagesse et discernement dans ses rapports avec les pays auxquels est accordée une aide économique. Sans parler ouvertement des U.S.A., il a, par quelques sous-entendus, mis le doigt sur ce qui est la faute de l'aide américaine.

Celle-ci ne se manifeste que si elle conserve le contrôle direct de ses investissements. Il faut que ses capitaux fructifient et que les bénéfices se rapatrient. Pour cela tout est bon, depuis les régimes politiques subventionnés jusqu'aux féodalités entretenues. Qu'importe l'existence des travailleurs et le développement de la misère. Construire des industries florissantes, aux dividendes royaux, intéresse le capitalisme. Il répugne aux réformes de structure, surtout agraires, et force de leur indifférence le salaire de ses complices, les riches propriétaires que l'on rencontre dans toute l'Amérique latine.

Le peuple, parfois sous couvert de nationalisme, souvent agité par le contrecoup de la révolution cubaine, mais de plus en plus revendicatif,

(Suite en page 7.)

TRIBUNE DES ARTS

Cinéma

« Donnez-moi dix hommes désespérés »

de Pierre Zimmer.

POUR son premier long métrage, Pierre Zimmer n'a pas choisi la facilité. Dix Hommes désespérés (1) retrace l'aventure des jeunes Israéliens (pour la plupart rescapés des camps ou des ghettos nazis) qui ont fait surgir la vie dans le désert du Néguev. C'était il y a vingt ans. Aujourd'hui, cette jarouche volonté peut paraître anachronique ; d'autre part, les bons sentiments en vase clos sont choses moins séduisantes que les porte-jarretelles noirs et roses ou que les bagarres au couteau dans les terrains vagues.

Sujet austère donc. Malgré quelques erreurs de distribution (Philippe Clair, notamment, me paraît mal utilisé) et plusieurs répliques trop édifiantes, Pierre Zimmer a composé une œuvre

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin ODE 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

Semaine du 30 sept. au 6 octobre

BANDE A PART

Un film de Jean-Luc GODARD

MUSIQUE • PEINTURE • THEATRE • CINEMA • TELEVISION • VARIETES • LETTRES

intelligente, d'une indiscutable beauté plastique. Jacques Riberolles (responsable du kibboutz), Maurice Sarfati et Pascale Audret sont également pour beaucoup, au niveau de l'interprétation, dans cette première réussite.

Jean-Jacques Vernon.

(1) La Télévision française, qui tente depuis quelque temps de collaborer activement avec le cinéma, diffusera ce film dimanche 4 octobre en soirée, cinq jours après sa sortie parlienne.

Livres

« Le locataire chimérique »

par Roland Topor.

Un sujet pour film d'horreur ; un jeune homme envoûté par le souvenir de la locataire du logement dont il vient de prendre possession. Des traçasseries habituelles (chicanes avec le proprio et la concierge, querelles avec les voisins, mesquinerie des collègues de bureau...) on en arrive peu à peu à un affrontement cruel d'autant plus fascinant qu'on en pressent la fin comme dans un cauchemar.

Topor est connu pour ses dessins inquiétants (Hara-Kiri, Bizarre...) : la peu rassurante histoire de « locataire chimérique » est de la même veine. (Editions Buchet-Chastel ; 10,80 F.)

J.-J. V.

« Christianisme et Socialisme »

LA courageuse revue « Frères du Monde » poursuit depuis plusieurs années un effort intelligent de compréhension de notre temps.

Par ses numéros spéciaux sur l'Algérie, Cuba, Israël, le Liban, la paix, etc., « Frères du Monde » se refusant

à toute facilité, entend confronter les dures réalités du monde moderne à la foi chrétienne.

Un numéro spécial, « Christianisme et Socialisme », vient de paraître et nous tenons à en signaler toute l'importance.

Il s'agit, en effet, d'une recherche lucide, qui n'esquive aucun problème de fond dans cette confrontation entre le socialisme et la foi chrétienne.

A l'heure où les chrétiens, de plus en plus nombreux, rejoignent les rangs du socialisme, ce numéro spécial est particulièrement opportun.

« Frères du Monde » éclaire ses perspectives par le texte suivant :

« Le but que nous recherchons est pratique, il consiste à aider un certain nombre de jeunes chrétiens d'Europe et du tiers monde à expliciter leur choix socialiste dans un monde et à une époque où les progrès réels de l'économie vont toujours de conserve avec l'oppression de l'homme et la domination de fait du capital et du profit.

« Nous n'allons pas au socialisme parce que c'est plus logique ou plus beau, mais parce que c'est plus juste. »

Notre camarade, Michel Poirier, pose la question centrale du débat : « Un chrétien peut-il être socialiste ? » et il conclut évidemment par l'affirmative, après une analyse serrée des textes pontificaux qui apporte une contribution importante à la recherche doctrinale.

Où il est vrai que l'heure est venue où les anathèmes réciproques ne sont plus de mise et où la rencontre des hommes et des idées s'avère indispensable.

En effet, le christianisme est essentiellement une doctrine de liberté et de dignité et Raymond Domergue, dans son article : « ...Un monde qui tend au socialisme » dénonce avec raison « le capitalisme qui est radicalement incapable de susciter une société d'hommes libres ».

C'est pourquoi le numéro spécial de « Frères du Monde » est à lire et à faire connaître. Nul doute qu'il pourra contribuer à renforcer la conviction de certains chrétiens qui ont déjà opté pour le socialisme ; qu'il en convaincra d'autres de la nécessité d'aller au socialisme.

Certes, toutes les masses chrétiennes sont encore loin d'avoir consciemment choisi la voie du socialisme ;

certain prêtres sont encore coutumiers de confusions regrettables entre l'autel et les puissances d'argent, mais l'élan vers les voies nouvelles est donné et il convient d'en comprendre toute l'importance.

André Romaire.

« Christianisme et Socialisme », un numéro spécial de « Frères du Monde », 272 pages. Franco : 8 F. à commander 208, rue de Pessac, Bordeaux. C.C.P. Bordeaux 2674-85. Abonnement ordinaire : 18 F.

Vient de paraître

POLITIQUE

● LA PREMIERE INTERNATIONALE, de Jacques Duclos. — L'étude d'une étape particulièrement importante du mouvement ouvrier international. Ed. Sociales.

ROMANS

● L'ETAT SAUVAGE, Georges Conchon. — Confronté avec un racisme qu'il ignorait, un homme voit s'effondrer dans l'espace de quelques heures les bases de sa conception du monde. Ed. Albin Michel.

● LA MAISON DU MOUSTOIR, Charles Le Quintec. — Des hommes installés une fois de plus dans la violence. Un récit où la réalité et l'imaginaire sont mêlés. Ed. Albin Michel.

COMMUNIQUE

C'est dans la deuxième quinzaine de novembre que le Franc-Théâtre créera, au théâtre Romain-Rolland de Villejuif, une œuvre de Romain Rolland, jamais jouée en France : « Le Temps viendra », retraçant un épisode de la guerre du Transvaal.

Musique de François Terral, décors de Hubert Montloup, costumes de Claude Lemaire.

Guy Kayat, qui assure la mise en scène de ce spectacle, a choisi Nadine Alari et Jean Martin pour les rôles principaux.

« Le Temps viendra » marquera l'inauguration du théâtre Romain-Rolland de Villejuif par la troupe du Franc-Théâtre.

LES REFORMES FOUCHET

Improvisation et incohérence

Où sont donc les avantages de cette continuité et de cette stabilité dont les admirateurs et serviteurs du régime gaulliste font si souvent et si bruyamment l'éloge ?

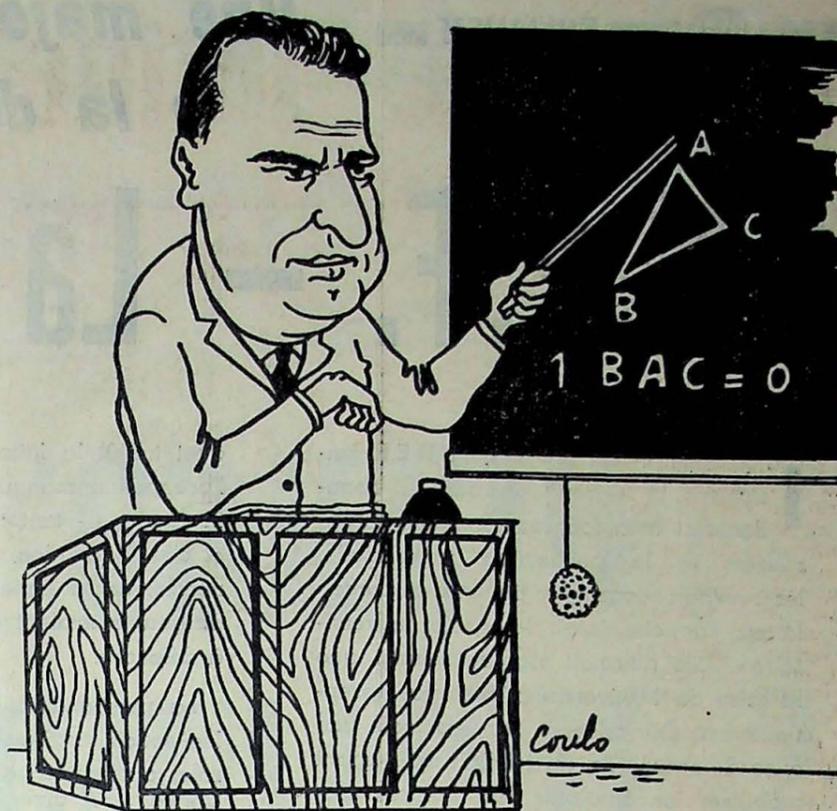
Ce n'est pas, en tout cas, dans le domaine de l'Education nationale que nous pouvons en constater les effets bienfaisants. M. Fouchet a beau s'en défendre, les décisions annoncées après le Conseil des ministres du 9 septembre laissent l'impression que le gouvernement a agi comme si, après le scandale du baccalauréat, il voulait simplement se donner l'air de « faire quelque chose » c'est-à-dire n'importe quoi. On cherche en vain, dans l'exposé du ministre devant la presse, les fils conducteurs d'une réforme d'ensemble et d'un plan cohérent. Comme si souvent dans le passé, nous en sommes restés au stade des mesures partielles et improvisées, parfois incohérentes.

On a beau tourner et retourner dans tous les sens les propos de M. Fouchet, on n'en dégage finalement que deux mesures précises, mais négatives : suppression de l'examen probatoire, suppression de l'année de propédeutique dans les facultés. En même temps, le ministre constate que, jusqu'ici, l'orientation, tant au cours des années de l'enseignement secondaire qu'à l'entrée du supérieur, a mal fonctionné. Mais, ayant fait

cette constatation et ayant supprimé deux examens qui sont tout de même une manière de sélection, il n'apporte aucune précision sur les méthodes qui devraient dans l'avenir permettre une orientation plus rationnelle. On tâchera de faire mieux qu'auparavant, dit-il en substance. Mais comment ? Il se garde bien de nous donner des indications nettes sur ce point, pourtant essentiel.

Bref, il ne serait pas excessivement sévère de dire que M. Fouchet a été conduit par ses méditations des mois d'été à se tenir le raisonnement suivant :

« Nous sommes débordés. La poussée démographique d'après guerre, d'une part, le mouvement naturel des sociétés industrielles modernes, d'autre part, conduisent chaque année de plus en plus d'enfants dans l'enseignement du second degré et les incitent à faire des études beaucoup plus longues qu'autrefois. La marée atteint aussi l'enseignement supérieur. Or, nous n'avons ni assez de maîtres ni assez d'établissements pour faire face à ces besoins. Nous avons chaque année de plus en plus de mal à organiser correctement les épreuves du baccalauréat, de plus en plus de mal à trouver des salles de cours pour les étudiants de propédeutique. Qu'à cela ne tienne ! Supprimons au moins la première partie



du baccalauréat, supprimons la propédeutique. Pour le reste, on avisera plus tard. Aux professeurs, en attendant de nouvelles réformes et instructions, de se débrouiller comme ils pourront. Moi, du moins, je serai enfin débarrassé de ces deux casse-tête qui, périodiquement, mettent le ministre de l'Education nationale sur la sellette. »

A ceux qui seraient tentés de nous accuser d'exagération et de malveillance systématique, nous recommandons de relire ce que les journaux ont rapporté de la conférence de presse tenue par M. Fouchet après le Conseil des ministres.

Qu'on nous entende bien. Nous savons que tout ne peut être fait à la fois. Notre édifice scolaire et universitaire est si complexe et si inadéquat aux exigences présentes qu'on ne peut le reconstruire miraculeusement pendant les mois de vacances. Il serait démagogique de reprocher au gouvernement de n'avoir pas fait surgir du jour au lendemain tous les locaux scolaires et toutes les universités dont le pays a besoin, ni de n'avoir pas préparé en quelques mois tous les professeurs qui sont aujourd'hui nécessaires à des enfants et à des jeunes gens de plus en plus nombreux et poursuivant plus longtemps leurs études.

Mais ce qu'on est en droit d'exiger d'un gouvernement, de tout gouvernement, et surtout d'un régime qui se vante de pouvoir, par sa stabilité, concevoir et exécuter de grands desseins, c'est de nous apporter un plan cohérent dont l'application exigera de nombreuses années, mais qui donnera un sens clair à toutes les mesures partielles entrant en application d'une année à l'autre.

Prenons, pour préciser, un exemple : le problème de l'orientation et de la sélection. M. Fouchet en a beaucoup parlé. C'est en effet un problème que doivent se poser tous les réformateurs audacieux. Mais orienter, n'est pas éliminer ; c'est offrir un choix de voies différentes selon les aptitudes et les vocations. Aussi longtemps qu'on parle d'orientation et de sélection sans créer des établissements de nouveau type, ou bien on parle pour ne rien dire, ou

bien on est conduit à pratiquer un véritable malthusianisme de l'éducation en limitant le nombre des élèves ou des étudiants pouvant accéder à un enseignement dont les structures n'auront pas été profondément modifiées. Dans le premier cas, on prolonge la confusion et le désordre d'aujourd'hui ; dans le second, on tourne le dos à la démocratisation.

Voyons de plus près encore pour faire toucher la réalité. M. Fouchet a déclaré qu'il fallait organiser une sélection plus rigoureuse à la fin du premier cycle de l'enseignement du second degré et éviter que des jeunes gens encombrant le second cycle traditionnel au risque de s'engager dans une impasse et de ne jamais parvenir au baccalauréat ou à la rigueur, de ne le « décrocher » qu'à grand-peine. Soit ! L'idée en soi n'a rien de scandaleux. Mais dans l'état actuel des choses, en raison de la crise de l'enseignement technique de son insuffisance scandaleuse, fermer la porte du second degré à un élève risque d'aboutir à le jeter à la rue dans la majorité des cas. De la même manière, dans l'état actuel des choses, on ne sait pas exactement ce que deviendrait ceux des bacheliers qu'on jugerait inaptes à l'enseignement supérieur ; les instituts de formation professionnelle supérieure auxquels le ministre a fait allusion ne sont encore qu'un très vague projet ; or, on nous a annoncé cependant pour l'été 1966, c'est-à-dire dans moins de deux ans, une sélection plus sévère à l'entrée dans les facultés, où tous les bacheliers ne seraient plus automatiquement admis.

Il est vrai qu'avec la suppression de l'examen probatoire et le rétablissement d'une session en septembre, le baccalauréat lui-même serait sans doute rendu plus facile. Ainsi l'incohérence des mesures du 9 septembre atténuerait quelque peu ce qu'elles recèlent d'inquiétant. Mais nous n'aurons pas fait un pas vers une véritable réforme.

Sur ce terrain, si elle le veut, l'opposition a une partie facile à jouer. M. Fouchet lui offre de bonnes occasions de contre-attaque.

Robert Verdier.

OU EN EST L'OPPOSITION ?

au Cercle Républicain, 5, avenue de l'Opéra

LUNDI 5 OCTOBRE, à 20 h 30

Débat du Club des Jacobins, avec la participation de :

- Claude Fuzier, S.F.I.O., rédacteur en chef du « Populaire » ;
- Jacques Maroselli, Parti radical-socialiste ;
- Harris Puaisais, P.S.U., directeur de « Tribune socialiste » ;
- Jean-Pierre Prévost, M.R.P., rédacteur en chef de « Forces nouvelles ».

Amérique latine

(Suite de la page 6.)

essaye çà et là de secouer les régimes de dictature.

Il n'y arrivera, certes, pas facilement et bien des années s'écouleront avant que la révolution latine embrase ce continent.

Mais le pire, quand on veut aider à l'évolution de ces peuples, c'est de leur faire de fausses promesses.

Et les propos du président de la République leur laissent entendre que la France pourrait se substituer à l'Amérique pour maintenir, en un temps de transition, l'équilibre économique hélas instable des pays d'Amérique latine, sont dangereux.

Comment la France pourrait-elle, seule, faire cet effort financier ? Il est impossible. Seule une aide internationale pourrait prendre le relais. Tout ce que la France pourra faire, c'est d'accorder des prêts pour financer des marchés industriels passés à des firmes françaises.

A la fin de sa visite, le bilan terminé, n'y aura-t-il pas plus de désillusions qu'avant son séjour ?

Et dans ce cas-là, l'apport intellectuel qui n'existe pas aujourd'hui et qui a tellement marqué les couches libérales de ces pays latins, ne risquera-t-il pas, lui aussi, d'être atteint ?

Ce sont ces questions que nous posons, tant il est vrai que, au nom de la France, le général de Gaulle, même si on s'oppose à lui à l'intérieur de notre pays, engage l'avenir de nos relations diplomatiques et que nous ne pouvons rester silencieux devant les conséquences qui peuvent en résulter.

Michel Joch.

PETITES ANNONCES

● Une camarade, originaire de SAINT-ETIENNE, récemment mutée à PARIS, cherche une chambre, dans le 11^e ou 12^e de préférence. Ecrire à la rédaction du journal, 81, rue Madoiselle, qui transmettra.

TRIBUNE Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE
Directeur politique :

HARRIS PUISAIS

Rédacteur en chef :
ERIC BERGAIRE

● Administration : 54, bd Garibaldi Paris (XV^e)
Tél. : SUP 19-20

● Rédaction : 81, r. Madoiselle Paris (XV^e)
Tél. : FON 22-60

● Publicité : Geneviève Mesguiche 6, Avenue du Maine Paris-14^e. Tél. : LIT 19-39.
Pub. Littéraire: 71, r. des St-Pères, Paris

Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65
3 mo's 7,5 F
6 mo's 15 F
1 an 28 F
Soutien 50 F
Changement d'adresse : 0,50 F.

Directeur-Gérant de la publication : Roger CERAT.

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A.
58-61, rue La Fayette Paris (9^e)

PEINTURE
DECORATION
VITRERIE

JEAN PICANT

41, Rue Clément-Bayard, 41
LEVALLOIS-PERRET (Seine)
Téléphone : PEReire 93-68

R. M. Seine 25-772

U.N.E.F. — La fuite en arrière ?

Il y a deux ans à Dijon, l'U.N.E.F. annonçait le « grand tournant » : abandonnant à la fois les pratiques corporatistes et la politisation superficielle, les revendications quantitatives et parcelaires, elle choisissait la « voie universitaire ». Elle affirmait vigoureusement que la crise de l'Université n'était pas essentiellement une crise de moyens mais une crise de structures, qu'il fallait maintenant mobiliser les étudiants sur des préoccupations qui leur étaient communes, poser dans leur ensemble les problèmes du statut de l'étudiant et de la réforme démocratique de l'Université. Un an plus tard, au Congrès de Toulouse, cette orientation était confirmée. A l'assemblée générale qui vient de se tenir, il s'est trouvé une majorité de rencontre pour remettre en question ce choix décisif.

Deux courants se sont, en effet, opposés à cette assemblée générale : si l'un voulait opposer au plan Fouchet un contre-projet concret et mettre les réformes de structure à l'ordre du jour, l'autre arguait de l'isolement de l'U.N.E.F. et de la difficulté de mobiliser les étudiants sur ces problèmes pour limiter l'action à la revendication sur les crédits de l'Education nationale.

La composition de ces deux courants n'est pas sans apporter quelques surprises. Certes, la minorité, dans laquelle se retrouve avec le vice-président universitaire sortant Jean-Paul Malrieu, la majorité des membres du Bureau national et la plupart des A.G.E. qui avaient choisi la voie universitaire, est relativement homogène. Il n'en va pas de même de la nouvelle majorité : à côté de quelques A.G.E. « universitaires » fourvoyées, le gros des troupes est ici fourni par la droite traditionnelle du mouvement étudiant, les fidèles de l'appareil thorézien et les A.G.E. qui n'avaient jamais accepté la nouvelle orientation de l'U.N.E.F. Mais, il est plus étonnant d'y trouver la F.G.E.L., alors que l'on avait pris l'habitude de classer ses dirigeants à l'extrême-gauche. En fait, les anciens leaders de la F.G.E.L. s'étaient depuis peu retrouvés à des postes où ils exerçaient des responsabilités nationales. Confrontés à des réalités qu'ils n'avaient auparavant, il semble qu'ils se soient trouvés désemparés. Le passage de la démagogie gauchiste — quand on est dans l'opposition — à l'opportunisme, quand on se retrouve à des postes de direction, est un phénomène que connaissent bien les organisations syndicales. Il est d'autant plus naturel, quand, en l'absence de toute ligne politique, on se contente de réagir affectivement à des situations données :

c'est tantôt la fuite en avant — et c'est l'occupation manquée de la Sorbonne le 21 février — tantôt la fuite en arrière — et c'est l'abandon, à cette assemblée générale, de la ligne universitaire que ces dirigeants avaient été parmi les premiers à défendre.

La personnalité des dirigeants, comme les soucis tactiques en assemblée générale, ont contribué à obscurcir le débat. Certes, les divergences apparaissent. Pour la majorité qui s'est dégagée, le premier problème pour l'U.N.E.F. est à l'heure actuelle de sortir de son isolement ; or, l'unité intersyndicale, disaient-ils, n'est pas possible sur la base des préoccupations qui sont celles de l'U.N.E.F. depuis qu'elle a choisi la voie universitaire, pas plus que les étudiants ne sont mobilisables sur les thèmes qui en découlent. Il fallait donc faire « un pas en arrière », se battre uniquement sur des objectifs « quantitatifs », c'est-à-dire sur les crédits de l'Education nationale. Ce n'est évidemment pas là une attitude qui renforcera ceux qui reprochent à « Horizon 80 » de ne voir dans la crise de l'Université qu'un simple problème de moyens financiers.

Le courant minoritaire exprimait au contraire que dans l'immédiat, la possibilité d'un véritable accord intersyndical est de toute façon réduite : cela ne tient pas à la nature des revendications avancées par l'U.N.E.F., mais à la situation objective de la désunion syndicale et au fait que les problèmes de l'Education nationale ne sont pas prioritaires pour les militants ouvriers. A moyen terme, les minoritaires étaient par contre plus optimistes : ils maintenaient que le contenu de l'unité est au moins aussi important que l'unité elle-même, et refusaient de payer de l'abandon de la plate-forme universitaire un hypothétique accord au contenu imprécis et dans lequel l'U.N.E.F. ne serait qu'une force d'appoint. Ils pensaient au contraire que le plan Fouchet nécessite une réponse, qu'il faut lui opposer un contre-projet concret et mobiliser les étudiants sur la nécessité des réformes de structure.

Dans les débats, les positions apparaissent souvent moins nettement.

Il n'empêche que pour les militants les plus conscients, le débat était parfaitement clair et recoupeait d'ailleurs les préoccupations qui sont celles de la gauche française. Quelles que soient les réserves de détail, il y avait un choix à faire : d'un côté ceux qui acceptent de se battre sur la défensive, de formuler des revendications qui masquent les contradictions véritables, au nom d'une conception senti-

mentale de l'unité. De l'autre, ceux qui préfèrent s'attaquer dès maintenant aux véritables contradictions du néo-capitalisme, en montrant aux étudiants qu'il ne peut y avoir de changement réel de leur condition dans les structures qui sont proposées par la réforme technocratique de l'Université.

Il avait souvent été dit qu'il faudrait plusieurs années pour que l'orientation universitaire pénètre profondément dans les masses étudiantes. Mais la crainte de ne pouvoir mobiliser qu'une partie des étudiants, la tentation du « raccourci » déterminèrent le vote de nombreuses A.G.E. et c'est par 323 voix contre 222 et 173 abstentions qu'a été abandonnée en fait la revendication universitaire. Les conséquences immédiates en sont déjà visibles. L'opinion, en général, s'étonnera qu'après qu'on ait tant reproché à l'U.N.E.F. son « bavardage » théorique sur la nécessité de réformes de structure, elle ait choisi le moment où la réforme technocratique qu'elle annonçait depuis longtemps voyait le jour, pour abandonner la lutte sur ce terrain. Dans les secteurs de la Gauche où l'on suivait l'évolution de l'U.N.E.F. avec sympathie, il apparaîtra qu'elle s'est rétractée pour se ranger du côté de ceux-là mêmes qu'elle fustigeait naguère.

A l'intérieur du mouvement, dans beaucoup d'A.G.E., où la ligne universitaire n'était pas pleinement assimilée, les militants verront là un coup d'arrêt et la fin d'une époque du mouvement étudiant. Dans l'immédiat on peut se demander ce que pourra faire le nouveau Bureau : le manifeste voté par l'assemblée générale reprend en fait les thèses de la minorité ; bien plus, devant l'incapacité de la nouvelle majorité à pourvoir aux différents postes de direction, des minoritaires ont dû conserver leurs places, la totalité du secteur universitaire, au Bureau national. Ainsi, ou bien le Bureau ne surmontera pas ses contradictions internes et entrera rapidement en crise, ou bien il « parlera » beaucoup des réformes de structure et appliquera en fait, en l'habillant au besoin d'un vocabulaire gauchiste, la politique la plus traditionaliste qui soit.

La presse a abondamment annoncé que les « maximalistes » avaient été éliminés et que c'étaient les « modérés » qui l'avaient emporté. Les militants savent bien que dans la vie politique française, le terme « modérés » n'est pas un camouflage inhabituel pour la réaction.

Jean KERGOAT.

Membre du Comité politique national du P.S.U.